

## VERS DES MANIFESTATIONS D'AMPLEUR JEUDI 2 FEVRIER - MARDI 7 FEVRIER

*La logique d'affaiblissement des services publics, de déréglementation, appelle des ripostes d'ampleur dans le monde du travail dans son ensemble comme chez les étudiants, futurs salariés. Dans le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'opposition aux dispositifs brutaux de fragilisation des laboratoires et des enseignements prévus par le « pacte recherche » doit conduire à amplifier les mobilisations avant le vote à l'Assemblée pour imposer le retrait du pacte. La brutalité du gouvernement, tant pour les mesures salariales, puisqu'il veut imposer une baisse du pouvoir d'achat aux fonctionnaires, comme pour l'emploi public, avec plus de 3000 suppressions de postes aux concours de l'enseignement et encore avec le Contrat de Première Embauche, appelle les ripostes les plus larges et les plus unitaires. Elles se dessinent.*

*Le SNESUP appelle tous les collègues à y contribuer.*

**JOURNEE NATIONALE D'ACTION  
DU 2 FEVRIER  
SALAIRES, EMPLOI, QUALIFICATIONS  
LES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA  
FONCTION PUBLIQUE  
(CGT, FO, FSU, CFDT, UNSA, SOLIDAIRES, ...)  
APPELLENT A UNE JOURNEE NATIONALE  
D'ACTIONS, AVEC GREVE ET  
MANIFESTATIONS,**

**LE JEUDI 2 FEVRIER 2006  
POUR LA DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT  
ET DES SERVICES PUBLICS, POUR LA  
REFONTE DE LA GRILLE INDICIAIRE  
ET LA RECONNAISSANCE DES  
QUALIFICATIONS.**

Dans leur ensemble, les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche invitent les personnels à participer aux actions unitaires du 2 février, et à se mobiliser dans leur secteur :

- pour la défense du service public d'enseignement supérieur et de la recherche ;
- contre le projet de "pacte pour la recherche".

Contre la perspective de la seule précarité pour toute la jeunesse via le "contrat de première embauche" que le gouvernement souhaite faire passer en force à l'Assemblée nationale, une action nationale est prévue le 7 février 2006 à l'appel des confédérations syndicales et associations de jeunes (voir déclaration du 24 janvier).

SNESUP-FSU - ....

**Pour la région parisienne :  
MANIFESTATION JEUDI 2 février 2006 à  
Paris à 14h de République à Opéra**

**Pour les régions :  
voir sur le site de la FSU : [www.fsu.fr](http://www.fsu.fr)**

### Imposer le retrait du Contrat de Première Embauche

Le gouvernement poursuit et aggrave le démantèlement du Code du Travail et des droits sociaux : la loi Fillon sur les retraites restreint les possibilités d'embauche des jeunes en retardant les départs à la retraite et dévalorise les droits à pension ; dans la foulée du contrat nouvelle embauche (CNE), l'entrée dans la vie active est maintenant globalement précarisée par le contrat première embauche (CPE), les stages, les petits boulots...

Les jeunes voient reculer une nouvelle fois la perspective d'un emploi stable et des droits qui y sont attachés.

Avec le nouveau dispositif CPE que le gouvernement souhaite faire adopter à la hussarde, c'est ainsi la reconnaissance des formations et qualifications –notamment celles délivrées dans l'enseignement Supérieur- qui se trouve considérablement fragilisée. C'est aussi l'abandon de l'objectif d'élévation du niveau des qualifications qui est signifié (vers 50% d'une génération ayant une qualification supérieure et 3 millions d'étudiants en formation initiale et continue). Abandon qui est aussi à l'œuvre dans le projet de loi de programme pour la recherche qui est discuté en urgence à l'assemblée nationale. Projet qui augmentera la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Le SNESUP se félicite de l'unité des organisations syndicales et étudiantes pour la journée du 7 février et de son lancement dès le 31 Janvier. Leur appel à l'action est dans le prolongement de la déclaration UNEF-SNESUP du 20 janvier « *le gouvernement instaure et fige une véritable « double peine » pour les étudiants : déjà précaires dans leurs conditions de ressources durant leurs études, ils se voient « précarisés » à nouveau et pour 2 ans lors de leur entrée dans la vie active. Le CPE pèsera sur les conditions de travail, les garanties statutaires de tous les salariés. Il propose un avenir bouché ! Nous en demandons le retrait ».*

Le SNESUP prendra toutes les dispositions pour assurer le succès, y compris par la grève, de cette journée du 7 Février. Il invite les personnels à y participer massivement. **Il appelle à reporter les examens et les enseignements prévus ce jour-là. Dans tous les établissements, il invite les universitaires à participer pleinement aux assemblées générales, manifestations unitaires prévues ce 7 février.** Dès à présent, il prend tous les contacts avec les organisations syndicales de l'enseignement supérieur et de la recherche pour donner toute l'ampleur nécessaire au mouvement unitaire en cours.